

courrier, le ministre pourrait-il dire à la Chambre si des mesures seront prises pour rendre le service plus satisfaisant?

M. l'Orateur: Je crois que l'honorable député répète une question qui a été posée à quelques reprises au cours des derniers jours.

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

LES DISCUSSIONS SUR LA STRATÉGIE ET L'APPROVISIONNEMENT

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de la Défense nationale s'il est en mesure de répondre à ma question de vendredi dernier, qui a été tenue pour préavis par le ministre suppléant? J'ai demandé au ministre de la Défense nationale de dire à la Chambre quel est le but des entretiens qui ont lieu cette semaine entre le chef canadien de l'état-major de la Défense et le chef français de l'état-major combiné à Paris, censément sur des questions de stratégie et d'approvisionnement et plus particulièrement si ces entretiens ont quelque rapport avec la révision de la politique canadienne de défense et impliquent la fourniture d'approvisionnements par le Canada à la France ou des projets conjoints d'approvisionnement entre les deux pays?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je vais essayer de répondre à toutes les parties de la question de façon à satisfaire le député. Le chef d'état-major a profité de son voyage à Bruxelles, la semaine dernière, pour se rendre à l'invitation que lui avait faite le comité des chefs d'état-major en France, mais sans qu'il soit question d'approvisionnement. Nous ne voulons rien acheter à la France en ce moment, et nous croyons que la question est sans rapport avec la révision en cours. La réunion a surtout pour objet, je pense, des manuels français de formation que les forces canadiennes essaient de créer au Canada.

LES MÉDICAMENTS

LE RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF SUR L'INNOCUITÉ DES MÉDICAMENTS

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social pourrait-il nous fournir un rapport sur les conclusions du comité consultatif sur l'innocuité des médicaments?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Oui, mon-

[M. Latulippe.]

sieur l'Orateur, si l'on veut, je me procurerai un exemplaire de ce rapport dès qu'il sera prêt et je le déposerai à la Chambre?

LES FINANCES

LE DÉPÔT DES PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Elle fait suite à celle que j'avais posée le 19 décembre à son secrétaire parlementaire, à qui j'avais demandé s'il pouvait remettre aux députés les prévisions économiques communiquées aux premiers ministres provinciaux.

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'aimerais tenir cette question pour préavis et y répondre vendredi.

[Français]

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

ON SUGGÈRE DE REVISER LA POLITIQUE DE CENTRALISATION

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre du Travail.

Vu le nombre considérable de plaintes, par suite de la centralisation des bureaux d'assurance-chômage, j'aimerais demander au ministre si ces difficultés ne constituent pas des raisons suffisamment sérieuses pour l'inciter à reviser cette nouvelle politique?

[Traduction]

L'hon. Bryce S. Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, comme le député le sait sans doute, la Commission d'assurance-chômage est un organisme indépendant, qui fait rapport au Parlement par mon entremise, mais qui doit rester libre de toute ingérence politique. Si le député a des preuves concrètes démontrant que la Commission ne s'acquitte pas de ses fonctions d'une façon satisfaisante, je m'empresserai d'examiner la question et d'avertir la Commission.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, je me demande si le ministre discutera avec la Commission de l'opportunité de ne pas renvoyer les employés vieux dans le service qu'on laisse partir par suite d'une réorganisation, mais de les garder jusqu'à leur retraite comme l'ont fait d'autres organismes du gouvernement?

L'hon. M. Mackasey: Monsieur l'Orateur, je serai tout à fait disposé à l'appel des motions, à une date rapprochée, demain peut-être, à